

Délibération n° 2020-07-28/4

Objet : Commission communale des impôts directs – Etablissement de la liste des contribuables proposés au directeur des services fiscaux

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MARDI 28 JUILLET 2020**

L'an deux mille vingt, le mardi vingt-huit juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le mercredi 22 juillet 2020, s'est réuni à 19 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaires et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance a été publique.

Nombre de membres en exercice : 29

Secrétaire de séance : Laurie BELTRA

Présents : Jean-Pierre RICO

Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Bernadette CONTE-ARRANZ - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE
Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI
Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER – Patricia NIVASSE
Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO – Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Laurie BELTRA
Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS – Isabelle GIANIEL - Laurent
TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absent représenté : Mario MARCOU pouvoir à Jean-Pierre RICO

Monsieur le Maire rapporte :

Aux termes de l'article 1650 du CGI (Code Général des Impôts), il est institué, dans chaque commune, une commission communale des impôts directs. Les membres sont désignés par le directeur des services fiscaux sur une liste de 32 contribuables proposée par le Conseil municipal.

La commission est composée du maire ou de l'adjoint délégué, président, et de 8 commissaires titulaires et de 8 suppléants.

Les agents de la commune, peuvent participer à la commission communale des impôts directs, sans voix délibérative, dans les limites suivantes :

– un agent pour les communes dont la population est inférieure à 10 000 habitants ;

Les personnes proposées par le Conseil municipal doivent remplir les conditions suivantes :

- ❑ être de nationalité française ou ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne
- ❑ être âgée de 18 ans révolus ;
- ❑ jouir de ses droits civils ;
- ❑ être inscrite aux rôles des impositions directes locales dans la commune ;
- ❑ être familiarisée avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

La désignation des commissaires et de leurs suppléants est effectuée de manière que les personnes respectivement imposées à la taxe foncière, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises soient équitablement représentées

Aux termes de l'article 1753 du CGI, ne peuvent être admises à participer aux travaux de la commission les personnes :

- ❑ qui, à l'occasion de fraudes fiscales ou d'oppositions au contrôle fiscal, ont fait l'objet d'une condamnation, prononcée par le tribunal, à l'une des peines prévues aux articles du CGI visés par l'article 1753 du même code
- ❑ dont les bases d'imposition ont été évaluées d'office, par suite d'opposition au contrôle fiscal du fait du contribuable ou de tiers.

La nomination des commissaires a lieu dans les deux mois qui suivent le renouvellement général des conseils municipaux. En cas de décès, de démission ou de révocation de trois au moins des membres de la commission, il est procédé dans les mêmes conditions à de nouvelles désignations.

La durée du mandat des membres de la commission communale des impôts directs est la même que celle du mandat du Conseil municipal.

La commission communale des impôts directs a un rôle consultatif, elle a pour missions de :

- ➔ dresser, avec le représentant de l'administration fiscale, la liste des locaux de référence et des locaux types retenus pour déterminer la valeur locative des biens imposables aux impôts directs locaux (articles 1503 et 1504 du CGI), détermine la surface pondérée et établit les tarifs d'évaluation correspondants (article 1503 du CGI), et participe à l'évaluation des propriétés bâties (article 1505 du même code) ;
- ➔ De participer à l'élaboration des tarifs d'évaluation des propriétés non bâties (article 1510) ;
- ➔ De formuler des avis sur des réclamations portant sur une question de fait relative à la taxe d'habitation et à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (article R198-3 du Livre des procédures fiscales).

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir dresser la liste des 32 contribuables qui sera soumise au Directeur des services fiscaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal dresse la liste des 32 contribuables comme suit :

- | | |
|----------------------------|------------------------|
| 1. PHILIPPE BOYER | 17. GERARD RIGUIDEL |
| 2. RENE DEROSI | 18. GUY BAZIN |
| 3. ISABELLE MONCHAUX | 19. JEAN YVES LABATTUT |
| 4. JACQUES LE BOUVIER | 20. JEAN JACQUES RAMOS |
| 5. JEAN-PAUL BROSSARD | 21. OLIVIER CONSTANS |
| 6. NATHAN CHELLY | 22. BERNARD COMAS |
| 7. DIDIER EL OGB | 23. MICHEL BOIT |
| 8. BENJAMIN ARRANZ | 24. SYLVIE RISCAL |
| 9. LORELEÏ CHAUCHET | 25. JEAN LUC ALCAMO |
| 10. FLORENCE ALAZARD | 26. BERNARD LLEDO |
| 11. JEAN-PIERRE CHANTERAUD | 27. JEAN MARIE NEGRE |
| 12. ANDRE TRABAUD | 28. THIERRY BRUNET |
| 13. BERNARD LEMOINE | 29. THIERRY JOST |
| 14. EVELYNE MARCASSUS | 30. GILLES HERVIO |
| 15. JULIEN RODIER | 31. JEAN RUIZ |
| 16. BENJAMIN BOCCADIFUOCO | 32. NADIA IAMRIOUN |

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 28 juillet 2020

Le Maire
Jean-Pierre RICO

